

Téléphone 21 817.
Publiée par
DIAN PUBLISHERS, Ltd.
19, avenue McDermot
Winnipeg, Manitoba

DIEU ET MON DROIT

LE DIXIEME PELERINAGE ANNUEL A SAINT-JOSEPH D'OTTERBURNE

Programme de la journée du dimanche 7 août. — Une journée d'Action catholique à laquelle toute la province est invitée à prendre part.

2.—Confessions. Autant que possible, se confesser dans sa paroisse respective, pour éviter l'encombrement.

10 h. — Messe solennelle en plein air, Cimetière du Calvaire à Laurin, curé de Letellier, Mann, Sermon : R. P. D. Julavinie, O.M.I., curé du Sacre-Cœur à Winnipeg.

2 h. 30 — Allocution par M. l'abbé Léo Blais, D.Th., de l'archevêché de

6.—Repas. La Maison Saint-Joseph ne servira pas de repas. Prière d'apporter son dîner. On pourra se procurer sur le terrain des liqueurs douces et des rafraîchissements.

7.—Respect de la propriété. Ne pas détériorer les arbres, ne pas toucher aux fruits.

8.—Autobus. Les pèlerins de Saint-

partement de la ferme, des personnes qualifiées donneront au public les renseignements demandés.

AVIS

1. Messes. Des messes seront di-

Le Père Directeur.

PIE VI SE PRONONCE UNE FOIS

DE PLUS CONTRE LE RACISME

"Trop de gens oublient que tous les êtres humains constituent une seule et grande race universelle", dit le Souverain Pontife.

CASTELGANDOLFO — Sa Sainteté le Pape Pie XI a fait allusion à la tendance qui se manifeste actuellement dans la politique italienne, et qui ressemble au nationalisme allemand. C'est la seconde fois en un mois que le Saint-Père aborde ce sujet. On est porté à croire qu'il pu-

"C'est la réponse de l'Eglise au racisme", dit-il, "et c'est le seul racisme sain, digne des hommes, que l'Eglise admet".

L'ALBERTA VA
CONFERMARE

CONVERTIR SES EMPRUNTS ECHUS

Le Crédit Social réglera ainsi la question des intérêts et, à l'occasion, le taux

Parce qu'il avait déjà parlé du nationalisme racial, quelques observateurs croient que la communication dont a parlé le Saint-Père se rapporte au credo racial qui a été publié dernièrement en Italie, et que Sa Sainteté aurait appris sa prochaine mise en vigueur.

Le Souverain ontifie a dit qu'il était particulièrement content de recevoir des étudiants "en un temps où l'on parlait beaucoup trop de nationalisme racial".

Catholicisme anti-raciste.

"Catholicisme signifie universalité", dit le Saint-Père; "catholicisme ne signifie pas racisme, nationalisme".

me, séparatisme. L'Action catholique doit s'inspirer de ces principes. L'Action catholique est la vie catholique.

«Une vie de catholique veut dire une activité remplie de charité, pleine de vertu et de respect pour les lois de Dieu. Il n'y a pas d'autres méthodes de penser catholique.

une couverture sous forme de pavés qui suffira à garantir le paiement des intérêts et de l'amortissement — soit le remboursement d'une année du montant global du nouvel emprunt ou plutôt des vieux emprunts convertis.

L'Alberta espère que les autres provinces suivront son attitude et qu'elles s'attacheront à faire

Le Pape a condamné la discussion du problème des races en disant: "Trop de personnes oublient que généralement parlant, tout être humain fait partie de la grande race humaine universelle, quoiqu'on ne puisse nier que dans cette race universelle, il y a quelques races spéciales qui présentent avec d'autres

Nationalisme exagéré

Il y a quelques semaines, le Saint-Père avait critiqué devant un groupe important de pèlerins, "les formes exagérées du nationalisme". Peu après, dix professeurs italiens publiaient un credo racial italien.

« Par racisme et nationalisme, nous entendons ces formes exagérées, auxquelles on a donné des noms, et qui sont des barrières élevées entre les hommes et les peuples ».

Le Pape a dit que le seul racisme sain, c'était la dignité de l'être humain et de la famille, parce que les hommes doivent être, par eux-mêmes, responsables de leur destin.

L'Université Saint-François-Xavier, qui tiendra son 16e congrès annuel les 16, 17 et 18 août. Le programme se ferme les noms de 43 conférenciers dont plusieurs jouissent d'une renommée mondiale. C'est le président de l'Université Saint-François-Xavier, M. L'abbé D.-J. MacDonald, qui présidera le congrès, et l'évêque d'Antigonish, M. S. E. St. Louis, qui

non des bêtes, et doivent s'unir dans une seule grande famille".

Lettre d'Italie

La religion dans le Reich après cinq ans de régime nazi

On nous écrit de la Cité du Vatican, 11 juillet: Sous le titre: "La situation religieuse en Allemagne", l'Observateur Romain publie l'analyse d'un document officiel émanant de Mgr Konrad Gruber, archevêque de Fribourg en Brisgau, dans lequel sont énoncés des faits et des chiffres, la situation religieuse actuelle, après cinq ans de régime national-socialiste en Allemagne.

L'organe du Vatican fait observer que le nombre de temples tracés pour une architecture par l'archevêque de Fribourg se réduisent dans toutes les régions de l'Allemagne.

Le document se divise en sept chapitres.

Le premier traite de la propagande anticléricale en Allemagne.

Les idées anticléricales d'Hitler, Rosenberg, Goebbels et de chefs de l'État nazi, ont été diffusées avec assistance dans des cours, des conférences, des périodiques, dans toutes la presse quotidienne.

On a mis en œuvre le patriotisme des prêtres, organisé contre eux des démonstrations hostiles, des manifestations catholiques d'humour aux évêques furent empêchés ou troublés. A Mannheim, les jeunes catholiques furent attaqués au sortir de l'église où ils avaient reçu la confirmation, et l'évêque qui venait d'administrer le sacrement fut gravement menacé.

Le document rappelle l'exécution de l'opinion publique au cours de scandaleux procès d'innocentisme, puis il mentionne, avec la statistique de ses résultats, la campagne électorale "Volkverein" dirigée, en particulier des instituteurs et des fonctionnaires du parti et de l'État.

Dans l'archidiocèse, le nombre des apostasies officielles s'est élevé à 2,798 en 1935, à 3,374 en 1937. Ces apostasies sont souvent l'effet de la pression exercée par les supérieurs hiérarchiques, l'intimidation et de la menace.

Le second chapitre décrit la guerre au crucifix en Allemagne, les principes exprimés par Rosenberg dans son œuvre anticléricale. Le griffe du XXe siècle, l'archevêque de Fribourg énumère les cas où des crucifix furent enlevés des écoles, parloirs dans des conditions odieuses. Il cite de nombreux cas où des crucifix furent brisés, enlevés, mutilés ou souillés.

Le troisième chapitre traite des entraves apportées à la liberté de culte. On ferme les églises sous prétexte de manifestations du parti; ce fut le cas, même pour la cathédrale de Fribourg. Les fonctionnaires sont empêchés d'assister aux offices du 11e anniversaire de la Pâque-Dieu. Dans une grande réunion de fonctionnaires, à Fribourg, un orateur national-socialiste a été jusqu'à prétendre que le prêtre, qui célébrait la Pâque-Dieu était une démonstration d'hostilité à l'État. On déclare que les pèlerinages transfrontaliers des voyageurs, on interdit aux enfants des fonctionnaires de servir la messe.

Malgré les garanties de l'article 31 du Concordat, l'association catholique populaire "Volkverein" qui compte 450 groupes et 300,000 adhérents, fut dissoute en 1934. Son patrimoine fut confisqué. Les associations professionnelles catholiques furent persécutées. Aucune association sportive ne fut désormais permise aux catholiques. La fédération de la jeunesse catholique de l'ar-

chidiocèse de Fribourg, qui groupait 14,000 membres, a été boycottée systématiquement.

Les œuvres d'assistance catholique, elles-mêmes, sont l'objet de persécutions; elles ne peuvent continuer avec les œuvres laïques. Saint-nuits pour enfants ont dû être évacués par les religieux, ainsi que de nombreuses œuvres pour l'enseignement de la couture, pour les orphelins, etc.

Malgré le placement des chômeurs est interdit aux organisations catholiques. Celles-ci ne peuvent plus s'occuper que des vieillards, des fous, des prisonniers. La jeunesse, la maternité, la charité des adultes saints ne sont plus de leur ressort. Le loi sur les collections a retiré aux œuvres catholiques un revenu annuel de 300,000 marks environ.

D'autre part, les ecclésiastiques paient désormais tous les impôts, y compris ceux des célibataires, dont ils étaient exemptés auparavant, tandis que toutes les contributions de l'État et des communes sont supportées. Elles s'élèvent globalement à plus d'un million de marks par an dans l'État de Bade.

L'Observateur Romain termine en disant que ces mesures, bien que présentées par la propagande nazie comme purement politiques, sont, en réalité, d'inspiration exclusivement anticléricale.

Le quatrième chapitre est consacré aux obstacles à la prédication. La prédication, garantie par les articles 4 et 32 du Concordat, se heurte à de nombreuses mesures de police qui en limitent la liberté.

Les dispositions du "Kanzelparagraph", qui remonte au temps du Kulturkampf, sont appliquées aux prêtres catholiques, ainsi que les lois relatives sur la protection de l'État que le Pape franciscain Eleazar X a n'a pas. Le Père Stéphane Schmitt furent privés du droit de prédication.

Le document cite ensuite de nombreux ecclésiastiques du diocèse qui furent arrêtés pour leurs sermons. Les affiches placardées dans la cathédrale de Münster pour annoncer des sermons aux hommes furent enlevées par ordre de la police.

De même, la réimpression d'encyclopédies pontificales fut souvent interdite, même au bulletin diocésain. Un décret a interdit la distribution de feuilles volantes de caractère religieux. Vingt-deux journaux catholiques de l'État de Bade ont été supprimés. La censure a interdit plusieurs ouvrages catholiques comme "indésirables".

Les entraves à l'enseignement religieux ont été les centres de l'objet du cinquième chapitre. Une série de règlements ont réduit la portée des garanties données par le Concordat. Trente-deux professeurs catholiques du diocèse n'ont plus le droit d'enseigner. Les examens de fin d'études dans les écoles ne sont plus contrôlés par des délégués de l'évêque. L'opuscule Vérité du Catéchisme a été séquestré. Depuis le 24 juillet de l'année dernière, le manuel d'histoire sainte en usage depuis de très nombreuses années est défendu.

L'enseignement biblique est autorisé dans toutes les écoles. Les fonctionnaires ne peuvent pratiquement pas envoyer leurs enfants dans les établissements catholiques.

Les derniers chapitres traitent des associations catholiques, des œuvres de bienfaisance, etc.

La situation économique

L'HORIZON EST MOINS SOMBRE

On compte qu'une récolte abondante améliorera la situation dans l'Ouest et dans tout le pays.

Si quelques indices sont encore lointains, ils révèlent une situation satisfaisante, d'autres attestent, au contraire, la solidité de l'économie canadienne. Les symptômes encourageants ne manquent d'ailleurs pas.

Le présent état des cultures sur l'ensemble du territoire, et en particulier dans l'Ouest, autorise des prévisions favorables. La hausse des cours des métaux communs, dont le Canada est exportateur, aura un effet stimulant non seulement sur l'industrie minière, mais encore sur plusieurs autres branches de l'activité nationale. Enfin, l'amélioration de la conjoncture qui s'annonce aux États-Unis et en Europe devrait contribuer au relèvement de notre commerce d'exportation. Il est évident, en tout cas, qu'au début de ce second semestre, l'horizon est moins sombre qu'il n'apparaissait au commencement de l'année.

L'attention générale se porte, en cette saison, vers les grandes plaines de l'Ouest. Il est sans doute encore un peu tôt pour faire des pronostics sur la moisson de blé, qui restera exposée, au cours des prochaines semaines, à de multiples risques. Il ressort cependant du dernier relevé de l'Office national de la statistique que l'état des cultures, dans l'ensemble de la Prairie, est à l'heure actuelle plus satisfaisant qu'il n'avait été depuis plusieurs années. Sans faire montre d'un optimisme excessif, il y a donc lieu d'espérer, semble-t-il, que la moisson de 1935 atteindra au moins un volume normal. L'importance de cette récolte s'annonce aux États-Unis exclut la possibilité d'une hausse considérable des cours, malgré le faible volume des stocks mondiaux et l'augmentation des besoins de divers pays européens. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas douter que même une moisson moyenne, et qui se vendrait à des prix quelque peu rémunérateurs, améliorerait très sensiblement la situation des provinces de l'Ouest et exercerait la plus heureuse influence sur l'économie canadienne.

La dernière statistique qui ait été publiée révisée au cours des quatre premiers mois de cette année, la production d'or, d'argent, de charbon, de cuivre, de plomb, de nickel et de zinc a excédé d'une façon appréciable le volume des mêmes mois de 1932, qui avait été considérable. Il est fort probable qu'un cours des métaux communs ne saurait manquer d'apporter un nouveau stimulant, en même temps qu'un accroissement de bénéfices. Le Service des mines de la province de Québec annonce une importante augmentation dans l'extraction de l'or et de l'argent pendant les cinq premiers mois, par rapport aux correspondants de l'année dernière.

(Banque Canadienne Nationale).

Par un décret royal norvégien, en date du 3 juin, l'exportation de renauds argentés en vie et de renards bleus en vie, est interdite sans permis spécial du ministère de l'Agriculture de Norvège.

LA "CO-OPERATIVE COMMONWEALTH FEDERATION" ET SON PROGRAMME

Socialisation des services publics. — Les secours directs à la charge du fédéral. — Liberté pour le peuple de décider de sa participation à la guerre.

EDMONTON. — Le programme politique soumis aux délégués du congrès national de la C.C.F., qui s'est terminé vendredi soir, mentionne la socialisation des finances, des services de la santé et de toutes les industries ou services publics susceptibles de devenir l'objet d'un trust public.

Le congrès s'est prononcé également en faveur de l'amendement de l'acte fédéral de manière à assurer l'autorité nationale pour faire disparaître les iniquités et les injustices les plus apparentes.

Secours directs. — Le congrès a aussi déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Woodworth réélu. — M. J.S. Woodworth, député de Winnipeg Centre, a été réélu président de la C.C.F. et M. J. Goldwell, député de Rosemount-Biggar, président du conseil. M. Grant MacNeil, député de Vancouver-Nord, a été choisi comme vice-président pour succéder au professeur King Gordon, de Montréal. Les autres membres du conseil national de la C.C.F. sont Mlle May Crawford d'Edmonton, le Rév. T.C. Douglas de Westburn, Sask., député fédéral, Mlle Beatrice Brigidin de Winnipeg, M. David Lewis d'Ottawa, secrétaire général, le professeur P.H. Scott de Montréal, et M. E.J. Garland, organisateur général du parti. Le conseil comptera de plus trois membres délégués par chacune des organisations provinciales.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

Le congrès a également déclaré que l'administration et les frais des secours directs devraient être à la charge du gouvernement fédéral et que les allocations de chômage devraient être basées sur des conditions de vie uniformes à travers le Canada.

La Librairie KEROACK

184, Ave. Provencher St-Boniface

EN LIQUIDATION

Réductions de prix de 50% à 75%

Livres. Un stock considérable sur une grande variété de sujets.

Fournitures Scolaires tels que: CAHIER, LIVRES D'ÉCOLES, CRAYONS ET CRAIE, PLUMES.

PORTES-PLUMES, CATECHISMES, PEINTURES, ENCRE ET COLLES, BROSSES À TABLEAUX.

Articles de piété tels que: CHAPELETS, MÉDAILLES, LIVRES DE PRIÈRES (en français et en anglais), STATUES, IMAGERIE, LIVRES DE CHANT, CATECHISMES, Etc., etc.

Fournitures de Bureau tels que: LIVRES DE COMMERCE, FEUILLES DE RECHANGE, ENCRE ET ENCREURS, CRAYONS ET TAIE-CRAYONS, Etc., etc.

La Vente commence le 2 août

Experts en bois de construction qui visitent le Canada



Éminents représentants anglais et irlandais du commerce du bois qui visitent en ce moment le Canada et les États-Unis. Se sont, de gauche à droite: T. G. Crossman, Torquay; Ernest Topping, Blackpool; Harry Willis, Brighton; et C. L. Brooks, Dublin.

NOUVELLES DE PARTOUT

Paul Gouin chef de l'Action Libérale Nationale

SOREL, P.Q. — M. Paul Gouin a été élu unanimement chef du mouvement politique provincial formé au congrès de culture, par des éléments oppositionnistes qui, combattent à la fois le parti libéral-provincial et le gouvernement Duplessis. Ce congrès s'est tenu par une grande assemblée en plein air où M. Gouin a exposé ses vues sur la situation politique de la province.

Le nouveau parti garde le nom d'Action Libérale Nationale, sous le nom de M. Gouin a été élu chef de la lutte au gouvernement Taschereau en 1935.

Un groupe important du Parti National a été attiré au congrès par les chefs, le Dr Oscar Hamel et Oscar Drouin, se sont abstenus.

Le sacre de Mgr A. Lafortune

NICOLET, P.Q. — En présence de deux archevêques, d'une quinzaine d'évêques, de plusieurs prêtres, de quelques centaines de pègres, d'une foule considérable de fidèles accourus de tous les coins du diocèse de Nicolet, Son Eminence le Cardinal J.-M. Rodriguez Villeneuve a élevé à l'épiscopat Son Excellence Mgr Albini Lafortune, nouvel évêque de Nicolet.

C'est sous les yeux de ses vénérables parents, M. et Mme Ombine Lafortune, de Joliette, que le nouvel évêque fut admis au nombre des princes de l'Eglise.

Les co-consecrants étaient Son Excellence Mgr J.-A. Pappineau, évêque de Joliette et Son Excellence Mgr L.-A. Desmarais, évêque auxiliaire de Saint-Hyacinthe.

Un horrible suicide à New York

NEW-YORK. — Un jeune homme de 26 ans, John Ward, a sauté dans la banque, s'est enlevé la vie de façon particulièrement dramatique et sous les yeux de milliers de témoins en plein cœur de New-York. Après avoir menacé, pendant onze heures, de se suicider, Ward a mis son projet à exécution en sautant dans la baie, du haut du 17e étage de l'hôtel Gotham, sur la 35e rue. La police a pu le ramper, on l'a soigné à l'hôpital.

Pendant onze heures Ward s'est tenu sur une étroite corniche de l'hôtel en criant à la foule qu'il se suiciderait.

Le R. P. Jules Poitras, provincial de Sainte-Croix

SOUTH-BEND, Indiana. — Le R. P. Jules Poitras, C.S.C., procureur au collège de Saint-Laurent, a été nommé provincial des religieux de Sainte-Croix pour le Canada.

Le nouveau provincial va s'installer prochainement au monastère de l'Immaculée Saint-Joseph du mont Royal.

Les banquiers se rassurent

MONTRÉAL. — La Royal Bank et le Bank of Montreal, qui ont été inquiétés par la décision de la législature d'Edmonton, de certaines mesures libérales, ont décidé de ne pas donner suite à la décision. Ils ont décidé de ne pas donner suite à la décision.

M. Manion à Fort William

FORT-WILLIAM, Ont. — Le nouveau chef du parti conservateur, M. R. J. Manion, a été élu dans la ville de Fort-William par le conseil municipal, par l'Association médicale, par la Légion canadienne. Il a reçu à cette occasion l'assurance de l'appui des chefs du parti dans l'ouest du pays et dans le nord-ouest de l'Ontario, notamment de la part de son adversaire au congrès d'Ottawa, M. Murdoch-A. Macpherson, et de M. Erick Willis, chef conservateur du Manitoba.

Une prophétie de Charles de Foucauld qui s'est réalisée au Maroc

En 1883, Charles de Foucauld écrivait, de ce Maroc où il était des premiers Européens à pénétrer, que les grands séigneurs et les populations commerçantes recouvreraient sans déplaisir la domination française.

Il justifiait une telle assertion en disant que cette domination française représenterait pour eux un accroissement de richesses, l'établissement des chemins de fer qui leur donneraient des richesses, la paix et la sécurité.

Ainsi parlant, l'optimisme clairvoyant de Charles de Foucauld montrait la voie à suivre. Pour la suivre, il a fallu l'aide de nombreux officiers, politiques, militaires et marins; aucun d'eux n'aurait pu être surpris sans chemins de fer. On peut dire que l'œuvre de la France au Maroc ne pouvait que s'achever, de fer, ni se développer ni s'écarter.

Maroc est aujourd'hui en plein essor économique; on le voit avant tout aux chemins de fer. On peut attester dans l'avenir des réalisations infiniment plus belles encore et plus grandes; on en est de même rassuré aux chemins de fer. Adressable la prophétie de Foucauld, la France a créé par ses chemins de fer, d'une façon simple et rapide, l'instrument du rapprochement définitif entre elle et le peuple dont elle a accepté la protection.

Quand un souflet se plaint de la peine qu'il a, ou un ouvrier, qu'on le mette sans rien faire.

PASCAL.

Lisez les livres de l'Ouest écrits par des auteurs de l'Ouest

Pierre Radisson, ROI DES COUREURS DE BOIS. Par Donatien Frémont. Ouvrage adopté pour l'étude du français par le Ministère de l'Instruction publique du Manitoba. Un volume de 270 pages, franco \$0.15

L'Art d'être heureux. Par Annette Saint-Amant. Préface de l'abbé Lionel Groulx. Un volume de 254 pages, franco \$0.15

Mgr Provancher ET SON TEMPS. Par Donatien Frémont. Lettre-préface de Mgr E. Yell, P.S.S., archevêque-coadjuteur de Saint-Boniface. Un volume de 296 pages, franco \$1.00

Éditions de la "Liberté" 619, avenue Malmgren Winnipeg - Man.

